

# Le ROUGE & LE VERT

LE JOURNAL DE L'ADES

Octobre - Décembre 2007 • N°107 • 2 €

## SOMMAIRE

DÉMOCRATIE LOCALE Pour une rupture dans les pratiques	p.1
GRENOBLE 2008-2014 Écologie et solidarité en actes	pp. 2 et 4
POLITIQUE ÉCONOMIQUE LOCALE quelques rappels utiles	p.3
PIQÛRE DE RAPPEL Nous voulons un maire respectueux de ses engagements !	p.3
2 SANS 3... Le syndrome du mandat de trop	p.4

## Écologie et solidarité en actes

Tout le monde serait devenu écologiste. Souvenez vous Chirac était devenu le premier écologiste de France avec son discours : « la maison brûle ». Sarkozy avec son Grenelle de l'environnement dépasse, dans le discours, tout ce qui a été fait auparavant. Même le PS et le PC sont touchés par la grâce. Il n'y a que GO qui résiste encore un peu, mais ça viendra vite, campagne électorale oblige. Mais où sont les actes ! Prenons le Grenelle de l'environnement, croyez vous possible que l'État arrive en 5 ans à rénover l'ensemble de son patrimoine pour qu'il atteigne les économies de chauffage espérées ? Pipeau, ou alors bonjour l'endettement ! Prenons un exemple concret. S'il fallait rénover d'ici 2020 l'ensemble de ses logements sociaux sur Grenoble, il faudrait que les administrations versent par an environ 40 millions d'euros de subventions, alors qu'elles n'en versent que 4 millions ! L'État ne fera rien, il n'a plus de sous. La Métro non plus (elle doit payer le stade et les réalisations de prestige de sa politique économique), la Ville ne pourra pas le faire sans abandonner de nombreux autres investissements, le conseil général préfère faire une rocade à 700 millions d'euros (exemple d'une politique solidaire et soutenable exemplaire !) et la Région bien engagée sur le soutien au rail (TER) et à la formation des chômeurs, ne pourra pas non plus y aller. Les locataires ne pourront pas payer cela dans leurs loyers, ils en seraient incapables. Les économies de charges suffiront juste à permettre aux habitants de s'en sortir un peu mieux. Ce simple exemple très concret montre qu'une politique réellement écologique, urgente face au dérèglement climatique, exige de remettre en cause l'ensemble des priorités actuelles des politiques publiques. Il n'y aura pas de politique écologique qui ne mette pas en priorité la solidarité, et ce n'est pas le marché, cher à Destot, qui va financer la rénovation du parc social !

Les effets d'annonce de coûts médiatiques ne peuvent constituer une politique en soi. Ce ne sont ni les JO de 2018, ni le projet « Giant » qui permettront comme par magie de résoudre les problèmes concrets des habitants, bien au contraire ils risquent de plomber encore plus lourdement des finances locales déjà mal en point. L'heure des choix a sonné, les écologistes et alternatifs grenoblois lancent un appel au rassemblement citoyen (voir p.2 et 4) pour qu'en mars 2008, les politiques locales changent profondément, l'exercice solitaire du pouvoir cesse et les politiques de prestige soient rangées au placard. Arrêtons de discourir dans un futur sans contour, place aux actes !

Le bureau de l'ADES



## DÉMOCRATIE LOCALE

### Pour une rupture dans les pratiques

Extrait d'un texte élaboré par l'ADES, les Verts et les Alternatifs. Le texte intégral est sur le site : <http://grenoble-ecologie-solidarite.fr>

Nous sommes critiques sur le fonctionnement des conseils de secteurs à Grenoble. Ils ont pu constituer une première expérimentation en matière de démocratie participative, qui a pu produire des choses intéressantes. Il faut cependant reconnaître que la volonté des habitants n'a pas été prise à sa juste mesure par la Ville et que des progrès conséquents sont possibles pour développer la participation.

Pour les écologistes et alternatifs, il s'agit maintenant de mettre en place des pratiques politiques permettant une véritable co-élaboration de la décision publique et ne pas chercher seulement à améliorer les pratiques passées.

Pour cela nous proposons que sur tous les dossiers importants, les collectivités lancent un véritable appel d'offres public aux habitants et aux différents acteurs de la vie locale pour proposer des idées et des solutions, et ce bien avant que des solutions soient examinées par les élus et les services. Pour recueillir ces idées et les mettre en forme, les collectivités créeraient des « ateliers citoyens » qui réuniraient les porteurs d'idées. Des sites internet seraient mis en place pour organiser les échanges et les informations utiles.

Les élus et les services devront ensuite examiner la compatibilité de ces solutions avec les compétences des collectivités, leurs moyens financiers et les traduire en différents scénarios qui seront alors débattus dans des assemblées d'habitants avant d'être discutés dans les assemblées délibérantes. Il faudra aussi prévoir des budgets

décentralisés, les assemblées d'habitants pouvant débattre et décider pour certains projets de proximité, cela existe déjà en Allemagne et au Danemark.

Les conseils d'élus retrouveront une légitimité en faisant clairement et publiquement des choix entre différents scénarios. C'est cela faire de la politique.

Ainsi, dès la formulation de la question, l'appel aux idées serait lancé.

Par exemple, sur l'aménagement du polygone scientifique, les personnels des établissements de recherche et des entreprises auraient pu faire connaître leurs points de vue et de nombreux habitants et associations auraient pu apporter leurs idées sur ce qui pourrait être fait sur ce périmètre. Il y a fort à parier que, partant de cela, le projet aurait un autre contenu ou, en tout cas, il y aurait de nombreux scénarios à travailler. Il n'est pas trop tard pour que de nouveaux élus s'emparent de ce dossier et de ces méthodes pour corriger le tir après les élections de mars 2008.

La rupture démocratique que nous appelons de nos vœux, c'est inverser l'ordre de la décision publique : au lieu de toujours partir du haut (les élus concertent à partir de leur projet), c'est dans certains cas, notamment sur les grands dossiers d'aménagement urbain, partir du bas en faisant le pari de l'intelligence des habitants et de leurs associations.

Dans une ville comme Grenoble et son agglomération, il y a une mine de compétences sur de très nombreux dossiers qui n'attendent que d'être sollicitées. Mais pour cela il faut élire des personnes convaincues qu'il faut aller dans ce sens.

Grenoble CTC

Dispensés de timbre

LE ROUGE & LE VERT  
12 rue Voltaire  
38000 Grenoble

PRESE  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

LE ROUGE & LE VERT  
n°107  
octobre  
décembre  
2007  
p.1

DÉPOSÉ LE :

# Écologie et solidarité en actes

Appel au rassemblement citoyen pour les élections municipales de mars 2008

Soutenu par ADES, Les Verts de Grenoble, les Alternatifs

POUR UNE RUPTURE DÉMOCRATIQUE



Nous voulons une ville résolument engagée dans la lutte contre l'effet de serre, vivable pour tous dès maintenant et pour les générations futures. Nous voulons une mairie à l'écoute des habitants, avec des services publics de proximité performants, un tissu associatif vivant et respecté et une économie locale plus sociale et plus solidaire.

Pour cela, nous devons rompre avec le mode de gestion actuel de la ville. Les habitants ne sont pas associés aux décisions importantes, ce qui les démotive. Ni le pluralisme, ni certains engagements pris devant les électeurs ne sont respectés. La démocratie locale régresse. La gauche traditionnelle privilégie les politiques de prestige et les projets mégalo-maniques souvent au profit d'intérêts privés qui mettent la ville et l'agglomération en difficulté financière et en danger environnemental : Grand stade, aides publiques aux grands groupes industriels, projets de rocade Nord avec sa consultation bidon et ses études manipulées, et aujourd'hui de nouveaux projets dont on ne connaît pas le coût, préparés en secret : jeux Olympiques d'hiver de 2018, le projet « Giant » du polygone scientifique.

La gestion de Grenoble devient de plus en plus personnelle et solitaire.

La ville et l'agglomération sont sorties de la corruption grâce à nos actions et à notre vigilance de tous les instants. Il n'est pas question de voir Grenoble retomber aux mains de ceux qui ont fait des malversations un mode de gestion municipale. Depuis 1995, la droite n'a rien apporté ou proposé d'intéressant pour l'action publique. Ce n'est évidemment pas de ce côté que viendront les bonnes solutions.

GRENOBLE A BESOIN D'UN NOUVEAU SOUFFLE



Avoir des idées, savoir prendre des initiatives et les traduire en actes, telles sont les qualités des habitants de Grenoble. Les générations passées n'ont pas eu d'autres possibilités que d'inventer cette ville pour faire face à ses divers handicaps (faibles ressources naturelles, risques naturels, site contraint et d'accès difficile aux réseaux commerciaux et de transport). Cette réussite, nous la devons aussi à toutes ces générations venues de France et d'ailleurs qui ont su relever de tels défis, des défis aggravés aujourd'hui en raison du mode de développement actuel qui n'est plus soutenable. Désormais, nous devons ménager cette ville et son territoire environnant, car ils ne nous appartiennent pas, nous les avons empruntés à nos enfants et aux générations futures.

Face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, notre ville a de nombreux atouts : un bon réseau de transports en commun, un milieu culturel et associatif dynamique, un potentiel en économies d'énergie et en énergies renouvelables, des services publics de qualité, des entreprises innovantes, un fort réseau de recherche et de formation universitaire... le tout dans un cadre de montagnes et de vallées représentant un écosystème de valeur exceptionnelle.

Le dérèglement climatique, la future crise énergétique et la dégradation profonde des conditions sociales nous imposent de réinventer notre ville, en choisissant un mode de développement soutenable intégrant l'économie, le social, l'environnemental et la démocratie.

NOTRE VILLE PEUT S'APPUYER SUR DES BASES SOLIDES



L'action des mouvements et du groupe des élus écologistes – ADES, Verts, Alternatifs – a été décisive pour promouvoir un début de développement empreint d'écologie et de solidarité.

Cependant, minoritaires dans la majorité, les élus écologistes n'ont pas pu empêcher certaines mauvaises décisions, prises souvent sans débat public, par une entente entre la gauche traditionnelle et la droite.

Ils ont tout de même démontré que les « utopies » écologistes peuvent devenir réalité, tout en redressant les finances de la Ville (mises à mal par des élus corrompus) et sans pour autant augmenter les impôts. La remunicipalisation de l'eau, les alternatives à la voiture, les économies d'énergie, la réhabilitation des écoles ou le renforcement des centres de santé en sont la preuve. La priorité a été mise sur le logement social, l'urbanisme au service d'une ville durable et accessible à tous, la lutte contre toutes les discriminations, l'aide à l'économie sociale et solidaire. Sur tous ces dossiers essentiels, ils ont agi avec ténacité et exercé une vigilance de tous les instants et ont fait régulièrement des bilans de mandat.

De nombreux habitants et associations ont aussi des compétences malheureusement non utilisées ou ignorées, qui attendent d'être mobilisées pour l'intérêt général.

Nous voulons une ville à taille humaine...

UNE VILLE DÉMOCRATIQUE,  
ATTENTIVE À SES HABITANTS ET SES QUARTIERS

Les partis traditionnels restent trop souvent sourds aux habitants. Nous souhaitons une démocratie locale réellement participative avec des budgets débattus dans les quartiers, des débats publics contradictoires et au besoin, sur les grands choix, un vote des résidents, français et étrangers. La mise en place d'ateliers citoyens ouverts élaborant, sur commande ou librement, des idées de solutions aux problèmes importants de la ville. Ces propositions seraient ensuite débattues dans des assemblées d'habitants avant que les élus définissent leur position. Ainsi, divers scénarios pourront être proposés et le débat politique retrouvera tout son sens. Nous voulons un droit de saisine du conseil municipal par pétition des habitants, la définition d'une charte de la décision publique qui mette fin au régime du « tout le pouvoir au maire » et impose un cadre empêchant les faits du prince. Les élus doivent être disponibles (limitation du cumul des mandats et des fonctions). L'information municipale doit informer les habitants et ne plus être un outil de propagande.

UNE VILLE RESPIRABLE, DANS UN ENVIRONNEMENT PROTÉGÉ  
ET FAISANT LE CHOIX DE LA SANTÉ

La lutte contre l'effet de serre passe aussi par les politiques publiques locales. L'étalement urbain doit être maîtrisé et permettre la complémentarité ville-campagne. La préservation de la qualité de vie deviendra une priorité. Nous souhaitons aménager des espaces verts et des lieux de réunion et de convivialité dans tous les quartiers, consacrer l'argent public aux alternatives à la voiture individuelle (transport en commun, covoiturage, un grand service public du vélo), généraliser le bio dans les cantines, et faire primer résolument le choix de la santé. La lutte contre la pollution atmosphérique et le bruit doit être une priorité. La rocade Nord et l'élargissement de l'A480 sont des projets ringards et des absurdités environnementales qui compromettraient durablement le financement des transports collectifs. Grâce à des tarifs adaptés, le stationnement en ville doit favoriser les résidents, les commerçants de proximité, les artisans et ceux qui en ont un réel besoin. Des parkings-relais doivent être aménagés à la périphérie de la ville près des stations de transports en commun.

... suite page 4

## Le PS veut-il changer d'alliance ?

Lorsqu'on veut changer d'alliance, il y a une règle absolue, surtout ne pas le dire, mais expliquer que les anciens partenaires ne sont plus fréquentables. Ne pas dire qu'on lorgne à droite, ce serait politiquement incorrect, mais que les écologistes sont décidément trop disciplinés pour pouvoir travailler avec eux.

En fait, les écologistes sont les seuls qui veulent rester à gauche, ce qui gêne de plus en plus le PS qui lorgne sans vraiment s'en cacher vers le Modem. Au dernier conseil municipal de novembre, on a même entendu un responsable du PS dire que les écologistes n'en avaient plus pour longtemps.

## La droite restructurée Nicolas S. avec S. Nicolas !

Suite au retrait du corrompu, M. de Sans Nicolas a été désigné par Sarkozy comme tête de liste de l'UMP à Grenoble. Il a immédiatement reçu le soutien de Carignon, qui rappelle que c'est lui qui l'a formé.

Le nouveau centre – les ex-UDF qui après avoir soutenu Bayrou au 1<sup>er</sup> tour des présidentielles ont rejoint Sarkozy au second – se range derrière la bannière de Sans Nicolas. À noter que M<sup>me</sup> F. Paramelle a soutenu, auprès des instances de l'UMP nationales, la candidature de H. Baile comme tête de liste. Le sous-groupe « UMP en action » de l'opposition municipale (présidente M<sup>me</sup> F. Rambaud) a aussi rejoint la bannière officielle. Pour l'instant, il y a encore quelques réfractaires à l'UMP ou d'ex-UMP qui n'ont pas rejoint F. de Sans Nicolas, il s'agit de Chamussy et de Cazenave. Le 1<sup>er</sup> n'a pas carrément dit non, il attend des réponses, le second se tait.

Le corrompu a déclaré qu'il s'occupait d'organiser l'union de la droite, on verra au final s'il a réussi à imposer sa griffe à cette liste.

L'extrême droite fera-t-elle une liste à Grenoble, le MNR de Mégret en a très envie, il s'adresse à H. Petit, mais les finances vont mal et faire plus de 5% n'est pas acquis.

## À Grenoble, le PC avec le PS

Rien de plus normal, le PC joue les compagnons de route du PS à Grenoble depuis de longues années.

C'était l'échange de bons procédés : pas de concurrence à Grenoble pour avoir la tranquillité dans les autres communes de l'agglomération où les maires étaient PC. Mais après le suicide du PC lors des législatives dans la 2<sup>e</sup> circonscription, qu'est ce qui va se passer aux municipales à Saint-Martin-d'Hères et Échirolles ? Le PS va-t-il enfin se décider à mener la bataille contre les maires sortants ? L'union est un combat, la désunion aussi.

## Destot est-il encore socialiste ?

Ce que l'on devinait depuis un certain temps suite à l'adoption de toutes les propositions économiques de la droite : pôles de compétitivité, ode au marché... M. Destot l'a rendu officiel à travers plusieurs actes significatifs. Il a déclaré sa candidature comme tête de liste, avant même que le PS ne se soit prononcé et dans le 1<sup>er</sup> tract de campagne d'annonce à une réunion de débat participatif (où les habitants sont conviés à participer mais pas à débattre), le PS n'est pas cité. Dans la vidéo réalisée en guise de bilan d'activité depuis 1995, où c'est Destot qui a tout fait, le PS n'apparaît pas non plus !

# quelques rappels utiles

## Une bonne idée

Durant le conseil municipal de novembre pendant la discussion sur le projet « Giant » où les interventions dithyrambiques se succédaient sans arrêt, un petit billet circulait où il était noté : « Il faut proposer que le directeur du CEA de Grenoble soit nommé directeur du CCAS et d'ACTIS, ainsi on pourra être sûr que le maire de Grenoble s'intéressera enfin au social ».

## « Giant » : montage super secret pour opération électorale

Le conseil municipal de décembre 2006 charge la SEM d'aménagement Grenoble 2000, « d'engager, dans le cadre d'aménagement des ZAC des Berges, Minatec et Europole, les études urbaines nécessaires à l'anticipation et à la maîtrise préalable des effets urbains, économiques et immobiliers du prolongement de la ligne B du tramway sur le polygone scientifique ».

Évidemment, tout le monde ne peut être que d'accord. Le conseil d'administration de la SEM (où siège des élus de tous les groupes politiques) accepte cette mission à l'unanimité.

Ensuite tout va se passer en secret. Ni le conseil d'administration de la SEM, ni le conseil municipal ne va plus en entendre parler. En secret, il est rajouté dans ces études, la rocade Nord et au lieu de se contenter d'étudier l'impact du prolongement de la ligne B, c'est tout le polygone qui est aménagé ! En fait, il s'agit d'une pure opération électorale, qu'il ne fallait rendre public qu'au dernier moment pour que les élus ne puissent pas réfléchir, rien de sérieux n'est étudié (aucun chiffre). C'est seulement de la communication et tous les élus de droite et de gauche ont foncé dans le panneau sans se rendre compte qu'ils faisaient une belle bêtise en oubliant le campus universitaire !

## M. Vallini ne lit pas et ment !

Dans la triste affaire des études de trafics de l'AURG à propos de la rocade Nord, études expurgée par le conseil général de parties très intéressantes, qui montraient avec trop de violence que la rocade du conseil général ne pouvait pas remplir les fonctions attendues, le président du conseil général a montré qu'il était un spécialiste du mensonge en public. Il a affirmé lors d'une séance – et à la télévision, qu'il transmettait sous 48 heures les documents qui lui étaient demandés. Nous avons de nombreuses preuves du contraire. Il faut passer par la commission d'accès aux documents administratifs pour obtenir au bout de 2 à 3 mois la communication des documents demandés. À la télévision nationale, M. Vallini a déclaré qu'il n'avait pas lu les études de trafic de l'AURG.

Voilà donc un président de conseil général qui décide d'une autoroute en affirmant qu'elle résoudra tous les problèmes et qui n'a même pas lu les études qu'il a commandées et payées et qui disent le contraire de ce qu'il avance ! On est bien gouverné.

## IKEA ça bouchonne, que fait Vallini !

L'ouverture d'IKEA entraîne de sérieux bouchons notamment le samedi. Nous demandons à M. Vallini de vite décider de prolonger la rocade Nord jusqu'à IKEA afin de fluidifier le trafic et diminuer les bouchons. Il paraît que c'est un remède miracle.

Plus de la moitié des richesses produites dans notre pays est redistribuée par la puissance publique. Même si on n'est pas d'accord avec le système de mesure (PIB), cette réalité demeure et le poids des collectivités locales va croissant dans ces dépenses.

Il est donc beaucoup plus important de contrôler le bon usage des dépenses publiques, plutôt que de faire croire que tout viendra de l'économie libérale et du « high-tech ». Entre 1980 et 1996, le secteur public local a créé autant d'emplois (d'agents publics) que les entreprises industrielles et commerciales sur l'ensemble de la France. Si on rajoute l'ensemble des emplois d'agents de droit privé créés par les satellites et associations subventionnées par les collectivités, les dépenses publiques locales créent beaucoup plus d'emploi que les entreprises et les commerces et ce n'est pas près de s'inverser.

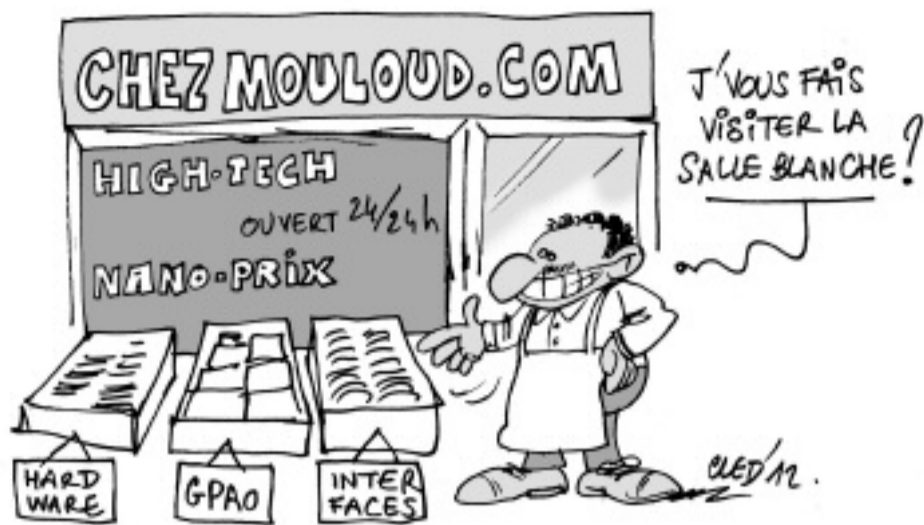
Le professeur d'économie Davezies précise à juste titre : « Les deux tiers de la création nette d'emplois du pays, depuis vingt ans, a été le fait du secteur public... avec des effets sur les territoires qui n'ont évidemment que peu de raisons de ressembler à ceux que produit la compétition mondialisée des secteurs marchands. »

Les collectivités publiques locales, leurs satellites directs et les subventions qu'elles délivrent, tissent un tissu économique de premier ordre sur lequel il faut agir en priorité.

Il est essentiel de rappeler toujours ces données et la priorité de la politique économique locale doit avant tout faire vivre au mieux ce secteur public local et lui consacrer les moyens financiers nécessaires. Il ne faut surtout pas se disperser dans des aventures hypothétiques en croyant pouvoir agir dans le domaine marchand soumis aux exigences de la mondialisation.

## À propos des délocalisations

Il y a celles qui sont dues à la mondialisation sur lesquelles les collectivités n'ont pas de prise. Mais il y en a aussi beaucoup plus proches de nous, par exemple, la disparition des commerces de proximité au profit des grandes surfaces. Dans une politique économique locale intelligente, il serait beaucoup plus important socialement parlant et en référence au



développement durable, de permettre une reconquête des quartiers par des commerces de proximité diversifiés plutôt que de subventionner Alliance ou SOITEC ou d'autoriser l'expansion constante des hypermarchés et grandes surfaces diverses, en parfaite contradiction avec les schémas d'urbanisme commercial votés il y a quelques années.

## Innovation et clusters \*

Nous sommes des défenseurs de la bonne innovation. Celle qui va améliorer la qualité de vie, créatrice d'emplois non délocalisables, créatrice d'activités utiles au développement humain, créatrices de services au meilleur prix... Nous devons toujours privilégier l'intelligence.

Pour cela il faut défendre une recherche publique de qualité dans de nombreux domaines, par exemple en sciences sociales il est anormal qu'il n'y ait pas de relations plus étroites entre des thèmes de recherche et les besoins des collectivités.

L'idée de favoriser des ensembles regroupant des laboratoires de recherche, des entreprises, des filières de formation... est une bonne idée. Par contre dans ces « clusters », il ne faut pas y faire n'importe quoi. C'est à la recherche publique que doivent aller les aides publiques. Aux entreprises de contractualiser avec les labos publics dans le cadre de conventions équilibrées. D'où l'idée que nous défendons des pôles de compétence (autour des labos de recherche publics) à la place des pôles de compétitivité (autour des entreprises qui captent toute la richesse intellectuelle produite à leur seul profit).

\* Regroupement d'activités à l'échelon local

## PIQÛRE DE RAPPEL

## Nous voulons un maire respectueux de ses engagements !

**Voici des extraits intéressants, d'engagements publics du maire et des groupes politiques de la majorité municipale (14 février 2003).**

« UN PROCESSUS DE DÉCISION PUBLIQUE COLLÉGIAL ET TRANSPARENT

Nous agissons dans le cadre d'une majorité de gauche pluraliste, qui se veut l'expression de la diversité des opinions de la population. Le socle politique de notre majorité municipale est construit sur des orientations politiques partagées, définies lors des élections municipales de mars 2001 sur lesquelles la majorité est solidaire. L'exercice de la collégialité et du débat public est pour nous un enrichissement de la prise de décision qui répond aux objectifs de démocratie et de transparence que nous nous sommes fixés. Le Maire est le garant du respect du processus décisionnel et, par conséquent, de la cohérence de la majorité municipale.

Le mode d'élaboration de la décision publique que nous avons adopté répond à ces objectifs de collégialité et de cohérence.

Il intègre à la fois l'instruction collective des dossiers, le débat public, la concertation sur les positions arrêtées par la municipalité et la prise de décision.

L'élaboration de la décision débute par le débat interne à la majorité, qui arrête les modalités d'instruction d'un projet (choix de l'élue pilote, définition de ses objectifs politiques, de ses enjeux, de son objet) sur la base d'une information partagée. Selon le type de projet, son instruction par l'élue et les services responsables comporte ou non une phase initiale de débat public dont les modalités sont définies dans les instances collégiales municipales (groupe de travail, commissions, municipalités), les conseils consultatifs de secteur et éventuellement d'autres instances extra-municipales.

À l'issue de l'instruction, la majorité municipale valide les dispositions de concertation propres à chaque projet. Effectuée dans le cadre des conseils consultatifs de secteurs et/ou de réuni-

ons publiques, la concertation est préalable à toute décision définitive. Elle permet de soumettre la position de la majorité municipale à l'avis des habitants. La majorité examine ensuite les amendements proposés par les habitants lors de la concertation et décide, ou non, de les retenir. Une proposition définitive est arrêtée et présentée au conseil municipal, où elle peut être encore amendée. La délibération votée devient la décision de la ville, que le maire est chargé d'appliquer...

C'est dans l'élaboration partagée de la décision politique que nous répondrons aux besoins des habitants et que nous pouvons espérer faire régresser l'abstention. »

Malheureusement, la liste serait longue de décisions du maire contradictoires avec ces beaux engagements (élaboration de la décision sur le grand stade, changement de protection de l'immeuble de la FOL dans le PLU, annonce de la candidature pour les JO de 2018, consultation sur la rocade Nord et tout dernièrement le projet « Giant » d'aménagement du polygone préparé dans le plus grand secret).

Nous aimerions que le prochain maire de Grenoble soit respectueux et discipliné par rapport à ses engagements pris devant les électeurs et devant sa majorité. Il est tout de même étonnant de se voir accuser de « diviser la majorité », par ceux-là mêmes qui la détruisent. Le pompon est atteint lorsque cela vient des chœurs de la « démocratie participative »...



# Écologie et solidarité en actes (suite de la page 2)

## UNE VILLE SOLIDAIRE, SOUCIEUSE DE LOGEMENT, D'ÉDUCATION ET DE CULTURE

Contre l'exclusion, nous souhaitons contenir la spéculation foncière, adapter les charges aux revenus des ménages grâce à une allocation municipale d'habitation, concentrer les investissements publics sur les équipements culturels pour tous et de proximité, sur les écoles et permettre à ces structures de fonctionner en répondant au mieux aux attentes des habitants notamment des jeunes. Il faut faire respecter la loi : 20% de logements sociaux dans chaque commune de l'agglomération (ni ghettos de riches, ni ghettos de pauvres) et favoriser le maintien à domicile des personnes âgées. Grenoble doit valoriser sa tradition d'ouverture aux autres dans sa coopération avec les pays d'origine des migrants, en favorisant le transfert des savoir-faire de ses services publics.

Une ville équitable, créatrice d'emplois stables et d'activités utiles à tous. Plutôt que de subventionner les grands groupes qui délocalisent, nous souhaitons favoriser l'économie locale, la création de forme d'activités plus solidaires, les commerces de proximité, le développement de services de qualité (structures petite enfance, transports, santé, sécurité, services à la personne...), une recherche socialement et écologiquement utile, aidant l'industrie locale et les services à innover. Le développement des nano et des biotechnologies doit être enfin sérieusement mis au débat, contrôlé et interrompu dans ses aspects dangereux en termes de santé et d'éthique. La priorité absolue sera donnée à l'aide publique aux emplois non délocalisables et de proximité.

*Pour que ça change vraiment dès 2008, ça dépend de vous !*

*Grenoble peut devenir la capitale d'une écologie dynamique où se valorise l'héritage précieux et fragile emprunté aux générations futures.*

*Ce n'est pas une utopie, à plusieurs moments de l'histoire, les générations qui nous ont précédés ont su faire de Grenoble un territoire à la pointe de l'innovation sociale, environnementale et économique. C'est le plus beau et le plus juste des défis, il est à portée de main. Le changement ne vient jamais d'en haut, il est toujours le fruit de gens résolus à travailler ensemble.*

*Il n'y a pas d'homme ou femme providentiels, seul un travail en équipe permettra de gagner ce pari.*

*Construisons ensemble une ville à taille humaine, un modèle d'écologie et de solidarité.*

*Il y a urgence à penser et à agir ensemble. C'est un défi que nous pouvons relever ! Place aux actes...*

## 2 SANS 3...

### Le syndrome du mandat de trop

**Il est intéressant de voir comment évoluent les responsables des exécutifs au fur à mesure des mandats successifs. Lors d'un premier mandat, ils doivent s'installer, découvrir les dossiers et mettre en place leur politique et leurs collaborateurs.**

En général, ils sont ouverts au dialogue et co-construisent avec leurs alliés. Par contre lors d'un deuxième mandat, ils ont pris la mesure des choses, mis en place leurs réseaux, ils connaissent les lobbies qui comptent... et ils commencent à en faire un peu à leur tête, oubliant les fondamentaux de la gestion démocratique. Ils ne veulent pas perdre leur temps, qui est précieux surtout s'ils cumulent des mandats, et donc décident de plus en plus seuls.

L'exemple du maire de Grenoble est une caricature de cette évolution.

Tout se passe comme si le conseil municipal n'existait plus, il n'y a que le prince qui délivre ses décisions préparées de plus en plus secrètement. L'affaire des JO de 2018 était déjà une démonstration éclatante du fait du prince seul. Alors que le développement de l'ensemble des sites universi-

taires et de recherche est une question importante, voilà que le prince décide que seul le polygone scientifique est digne de son intérêt.

Il faut préciser que le campus universitaire est sur Saint-Martin-d'Hères, donc il n'intéresse pas le maire de Grenoble.

Plus surprenant est l'attitude du conseil général qui emboîte le pas. Mais là, il s'agit d'une autre maladie. Personne ne veut déplaire au maître de peur de voir ses subventions être mises en cause. Je te tiens tu me tiens par la barbichette. Tant que le chef est debout, personne ne doit bouger. Et comme la folie des grandeurs, des « grandes réalisations », en beau béton – fourni par les gros groupes du BTP – est bien partagée dans les étages stratosphériques de nos décideurs, il n'y a pas de frein possible en interne. La conséquence de ces dérives c'est qu'il est impératif d'empêcher que ces princes s'installent



dans la durée. A Grenoble, il serait de salubrité publique que le maire actuel ne fasse pas un 3<sup>e</sup> mandat.

Faut-il que la gauche perde ? Pas du tout, il faudrait que les électeurs conscients de ces dérives envoient un message clair lors de l'élection de 2008 : nous ne voulons pas d'un prince mais d'une gestion collective, écologique et solidaire de notre ville et de l'agglomération. C'est simple et à la portée de tout électeur... À chacun de se mobiliser en conséquence !

## Non à l'élargissement de l'A480

La décision appartient maintenant aux collectivités locales. Dans le DL du 19 novembre 2007, le directeur régional de l'équipement a déclaré : « *L'État ne passera pas en force* ».

Donc il suffit que la Métro et les communes disent non, pour que cet élargissement, qui n'apportera que des nuisances, soit arrêté. Lors des élections municipales, il faudra faire pression pour que les candidats se positionnent clairement contre ce projet. Rappel, cette décision d'élargissement est pour partie une des conséquences du vote au sujet de la rocade Nord !

## Proposition honnête à Rachida Dati

Au lieu de fermer des tribunaux judiciaires qui rendent de bons services décentralisés, la ministre ferait mieux de déplacer le tribunal administratif de Grenoble dont les jugements sont très souvent annulés par la cour administrative d'appel de Lyon sur tous les dossiers importants qui impliquent la politique municipale ou la Métro.

Nous proposons pour faire des économies que le TA de Grenoble soit supprimé et que la cour d'appel de Lyon s'empare des dossiers, ainsi les recours seront jugés plus rapidement et mieux.

**VOUS AIMEZ CE JOURNAL ?  
JOIGNEZ LE CHÈQUE À LA PAROLE !**

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

**Je m'abonne pour un an**  
- Abonnement de base 16 €  
- Abonnement de soutien 23 € et plus

**J'adhère à l'ADES**  
(abonnement *Le Rouge & le Vert*  
10 € compris)  
- 16 € (chômeurs, étudiants)

- ..... € (0,3% du revenu annuel brut)  
**Une partie de votre adhésion est déductible des impôts.**

Chèque à l'ordre de l'ADES  
ADES, 12 rue Voltaire, 38000 Grenoble  
Tél/fax/répondeur : 04 76 03 24 28  
Courriel : [contact@ades-grenoble.org](mailto:contact@ades-grenoble.org)  
site web : [www.ades-grenoble.org](http://www.ades-grenoble.org)

**GROUPE DES ÉLUS ADES À LA MAIRIE**  
04 76 76 38 75  
**GROUPE DES ÉLUS ADES À LA MÉTRO**  
04 76 59 58 06

Conformément à la loi « Informatique et liberté », vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant.



Le Rouge & le Vert Journal de l'Association  
démocratie écologie solidarité  
Directeur de publication : Vincent Comparat  
CPPAP : 1008 6 83774  
ISSN : 0760-480  
Impression : Les Écureuils, Gières  
Maquette - Illustrations : Cled'12

Si vous ne voulez ni de la droite car vous avez déjà donné,  
ni d'un centre mou qui se vendra au plus offrant,  
ni d'une sociale démocratie qui n'est ni socialiste ni démocratique, car vous venez de donner !  
Si vous en avez marre des discours, des coups médiatiques  
et des politiques de prestige gaspilleuses d'argent public.

Si vous avez envie que ça change,  
si vous pensez que les services publics ont encore un rôle important à remplir,  
si vous pensez qu'il est urgent de lutter contre le dérèglement climatique,  
si vous rêvez d'une politique économique plus sociale et plus solidaire, d'une ville à taille humaine,

ALORS VOUS AVEZ UNE CHANCE INOÛÏE, en mars 2008 à Grenoble vous pourrez faire élire la liste :  
Écologie et solidarité en actes, soutenue par les mouvements ADES, Verts et Alternatifs.  
Vous y trouverez la compétence, le dynamisme et la volonté d'associer les habitants  
à la co-construction de l'action publique... Rien que ça !

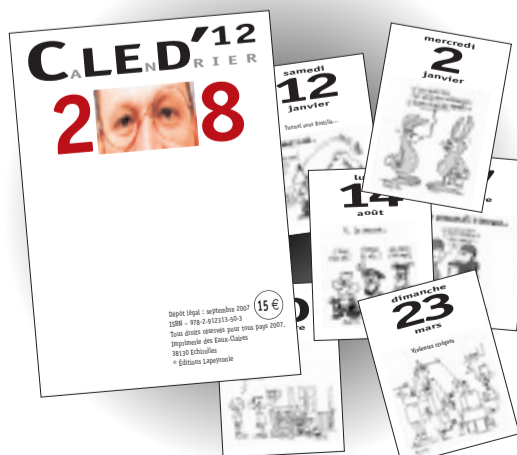
*Ne soyez pas les derniers à lui apporter votre soutien,  
vous risqueriez de manquer l'occasion du siècle !  
Inscrivez vous sur le site internet [www.grenoble-ecologie-solidarite.fr](http://www.grenoble-ecologie-solidarite.fr)  
ou par courrier : Écologie et Solidarité, 16 rue Chenoise 38000 Grenoble.*

SI VOUS SOUTENEZ LA LISTE, VOUS RECEVREZ LA DERNIÈRE CRÉATION DE JEAN-PIERRE ANDREYON,  
« GRENOBLE 2038 » QUI DÉCRIT GRENOBLE APRÈS 30 ANS DE GESTION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE.  
C'EST UNE NOUVELLE DE 24 PAGES AVEC PLEINS DE BEAUX DESSINS.  
À OFFRIR POUR LES FÊTES, C'EST LE CADEAU BRANCHÉ PAR EXCELLENCE.

## NOUVEAU

En vente chez BD fugue - rue Jean-François Hache ou  
directement par l'auteur qui en a toujours quelques-uns avec lui...

## L'Ephéméride 2008



**365 dessins à déguster jour après jour  
+ de 200 inédits**

On peut aussi le trouver au local de l'ADES